



Source : <https://www.sortirdunucleaire.org/France-et-gestion-des-dechets-nucleaires-zero>

Réseau Sortir du nucléaire > Le Réseau en action > Campagnes et mobilisations nationales > Projet Cigéo à Bure : non à l'enfouissement des déchets radioactifs ! > CIGEO/Bure - Actualités de campagne > **France et gestion des déchets nucléaires : zéro pointé ! La Commission nationale du débat public ne masque pas la réalité**

26 novembre 2019

France et gestion des déchets nucléaires : zéro pointé ! La Commission nationale du débat public ne masque pas la réalité

La commission du débat public sur le Plan national de gestion des matières et des déchets radioactifs (PNGMDR) a rendu un rapport sévère lundi 25 novembre 2019. Parmi les principales conclusions de cette "photographie" sociétale : la mise à l'écart des citoyennes des prises de décision en matière de politique énergéto-nucléaire et les énormes lacunes du dossier du maître d'ouvrage. Débattiez, puis circulez il n'y a rien à voir ?

Participation mineure du public et constat de défiance majeur

"Plus que la technicité du sujet, c'est bien la faible confiance dans l'écoute des décideurs qui a freiné la participation du public". (Bilan CNDP) La participation du public a été minime, au regard du sujet traité. Aucun débat lié à la filière électronucléaire organisé à ce jour en France n'ayant jamais influé sur les décisions de gouvernements successifs, le public boude. Côté projet Cigéo, les conclusions du débat 2005 qui prônait les poursuites de recherche sur le stockage en surface ont été occultées. Le bilan du débat de 2013 désavoué par 3 des 6 membres de la commission n'a ému aucun décideur politique.

Ethique, gouvernance et exigence de participation effective au rang des préoccupations publiques

"Ethique, gouvernance et confiance sont intimement liées dans ce débat où une partie du public a le sentiment d'être trompé depuis des années. A l'évidence aucune réponse fondée sur la seule expertise ou connaissance des « sachants » ne suffira. Le public veut être pleinement associé aux choix stratégiques (...)". (Bilan CNDP) La CNDP a touché du doigt la réalité : les « décideurs » font l'impasse systématique sur tout ce qui pourrait remettre en question la filière nucléaire : impacts sanitaires et environnementaux, transports et enjeux de financement. Elle déplore l'inexplicable « modestie » des apports du maître d'ouvrage, qu'elle a sollicité à ce sujet ; de même que l'évincement

des citoyen-nes des prises de décisions.

« À quoi bon débattre quand tout est déjà décidé ? » question récurrente, dans un contexte de plus en plus répressif

"Certains de nos concitoyens se sont tournés vers la violence ou le boycott considérant que par le passé les pouvoirs publics avaient apporté la preuve de l'absence de prise en considération du débat public". "C'est l'argument de l'« enfumage » : si les décisions sont déjà prises, le débat n'en est pas véritablement un, il n'est que la caution libérale, une « opération de communication » d'un régime essentiellement répressif. À Lyon, à Bar-le-Duc, à Rouen ou à Bagnols-sur-Cèze, les perturbateurs protestaient contre les interventions policières et judiciaires autour de Bure et du projet Cigéo..."
([Compte-rendu CNDP](#))

La CNDP l'a constaté : l'opposition aux projets industriels nucléaires est l'objet d'une répression incessante, aux antipodes de l'hypocrite volonté de concertation et de dialogue affichée par la sphère politique.

Pour conclure, la CNDP dit que le gouvernement doit revoir sa copie en matière de gouvernance des déchets nucléaires et affirme qu'*"il existe un besoin de repenser le lien entre la société civile et ceux, acteurs institutionnels, économiques, associatifs ou experts qui sont impliqués dans la gestion des déchets et des matières radioactifs, et plus largement dans les choix de la politique énergétique française"*.

Le collectif Burestop55 (amené à boycotter une fois de plus ce rendez-vous, à l'instar de nombreuses associations et ONG) prend acte de ces conclusions.

Il déplore que la CNDP ne remette pas en cause immédiatement le projet de « phase pilote » de Cigéo, qui n'a d'expérimentation que le nom.

En effet, il s'agit d'engloutir les provisions actuelles (6 Mds d'euros) dans un chantier destiné à satisfaire plus aux impératifs économiques du secteur BTP qu'au besoin de résoudre l'inextricable gestion des déchets nucléaires. La phase "Laboratoire" a mis en évidence l'infaisabilité de l'enfouissement, il faut stopper le projet Cigéo ! Quant à l'acceptabilité sociale des nouveaux projets nucléaires, déjà quasi nulle, elle ne peut être le seul fait de la gouvernance, même améliorée comme préconisé par la CNDP. Elle restera impossible tant que la sortie du nucléaire ne sera pas décidée et matérialisée par un calendrier ferme et des investissements lourds en faveur d'une transition écologique rapide (dont réduction de la consommation énergétique, développement des énergies alternatives) et d'une volonté politique de changer de modèle économique.